

**Lucile
Merlin**

***La finance et
l'argent sont-ils les
arbitres de notre
société ?***

Si, dans une économie de marché, la monnaie s'impose comme l'outil de compte, de réserve et d'échange au sein de la collectivité, les ressources financières et les acteurs de leur négoce dictent-ils pour autant les relations entre les différentes entités de la société ? Servent-ils les intérêts de la collectivité ou sont-ils les outils du pouvoir d'une frange de la société sur le plus grand nombre ?

L'argent et la finance comptent parmi les rouages économiques qui servent la mise en œuvre du libre-échange, sans ambition d'en prendre le contrôle.

Plus concrètement, l'argent peut être assimilé à un carburant auquel la finance assure l'accès : les agents économiques en quête de capitaux (entreprises, associations, individus...) sont mis en relation avec ceux qui cherchent à tirer profit de leurs réserves disponibles. L'argent est donc un levier au service de la croissance économique et les perspectives de gains sont autant d'incitations à l'investissement, l'entrepreneuriat et l'innovation. De même, la finance est une industrie née de la volonté observée de part et d'autre d'injecter dans l'économie les capitaux sans utilisation immédiate, d'optimiser la circulation et l'allocation de cet outil d'échange et de développement qu'est l'argent.

Le fonctionnement de la finance découle du cahier des charges imposé par ses utilisateurs : rapidité d'exécution, puissance de calcul, sophistication des modèles de valorisation, performance des systèmes d'information, accès global aux principales places boursières... pour répondre aux requêtes des agents économiques au mieux de leurs intérêts (arbitrage des marchés pour en éliminer les anomalies, ajustement des financements / investissements au plus près du profil de risque consenti, maintien de la liquidité...). Aussi la finance a-t-elle servi d'accélérateur au développement économique depuis le siècle dernier.

Ainsi, bien que relais économiques nécessaires, l'argent et la finance sont loin d'imposer leur loi : l'un stimule la création de richesses et l'autre dégage les agents économiques de nombreuses entraves aux investissements et échanges, et leur fournit le cadre et les instruments pour procéder de la manière la plus rapide, adaptée et fluide à leurs opérations.

Mais, comme les langues d'Esopo, la finance et l'argent sont la meilleure et la pire des choses... selon l'utilisation qui en est faite. Le rapport de certains acteurs économiques à l'argent peut les conduire à dévoyer l'outil financier, ou plus banalement l'utiliser sans pour autant le maîtriser, et engendrer des préjudices économiques.

Différentes motivations, plus ou moins rationnelles, poussent à détenir toujours plus d'argent : satisfaction des besoins et envies, assurance sur l'avenir, désir de puissance ...

Dès lors, faute de projet collectif fédérateur, la quête du profit peut induire une masse croissante de choix économiques qui perdent de vue, de manière plus ou moins consciente et avouée, l'objectif de développement pérenne et harmonieux à l'origine de la société.

Ainsi, sous la pression des investisseurs, du petit épargnant au grand fonds de pension, les entreprises adoptent parfois une logique plus financière qu'industrielle et privilégient l'obtention de résultats à brève échéance à la poursuite d'une stratégie long terme. De même, l'exploitation commerciale de produits redondants mais rentables peut être préférée

au développement de produits innovants mais longs et chers à mettre au point. Quand il est exacerbé, l'appât du gain, servi par la palette des instruments d'intervention sur les marchés, débouche sur des pratiques spéculatives qui, appliquées à des volumes importants et à une échelle internationale, menacent la stabilité économique et vont à l'encontre de la satisfaction des besoins de la collectivité (ex : corner sur les matières premières).

Par ailleurs, lorsqu'il se fait le relais de comportements irrationnels, l'argent peut conduire à des situations désastreuses : attitude grégaire et création de bulles, avec destruction de richesses lors de leur explosion, imprudence de certains agents économiques, pourtant reconnus officiellement comme « qualifiés », dans leurs prises de décisions financières, conduisant à de lourdes pertes voire à la banqueroute des organismes qui les mandatent.

Enfin, le recours à la finance comme courroie de transmission de politiques décidées par les gouvernements, les instances nationales peut s'avérer dangereux : une appréhension insuffisante des risques encourus associée à un manque de suivi empêchent de prévoir et contrer les emballements et dérapages potentiels ; on aboutit alors à de graves crises de liquidité, un assèchement drastique du crédit, de profonds krachs boursiers... ce qui porte un coup d'arrêt à l'économie, avec faillites d'entreprises et personnelles (crise des subprimes). La finance moderne amplifie l'étendue des crises sans précédent traversées depuis quelques années.

Ces cas de figure sont autant d'exemples où le mésusage, voire le détournement des techniques financières prend le pas sur la logique économique et où les décideurs imposent de fait leurs arbitrages au plus grand nombre... sans rencontrer de réel contre-pouvoir. Les législations, faute d'application homogène par-delà les frontières, continuent d'être arbitrées, et, au plan national, s'avèrent inefficaces, car en retard sur l'innovation financière, voire contre-productives et donc pénalisantes pour l'économie car, par excès de précaution, elles entravent plus la circulation de l'argent qu'elles ne préviennent les comportements abusifs.

Il existe néanmoins des filets de rappel, paradoxalement liés au fonctionnement même de la finance : l'autorégulation des marchés (qui permet d'attendre à terme un retour à l'équilibre), et l'aversion au risque, qui fait que l'argent va plus volontiers à l'argent, selon le principe que l'on ne prête qu'à ceux qui peuvent se prévaloir d'une solvabilité rassurante, issue de leur assise financière et/ou de leurs perspectives de croissance.

Parallèlement, les autorités de tutelle des marchés financiers et les instances de régulations économiques constituent des garde-fous solides. Elles ont en effet pour mission d'encadrer les pratiques du système et d'en empêcher les dérives, et, pour ce, s'appuient sur des équipes averties et s'inscrivent dans une approche plus pragmatique qu'idéologique.

Par ailleurs, les gouvernements, lorsqu'ils ont une vision long-terme à proposer, ont un rôle structurant pour la société. Ils disposent d'une large gamme d'outils pour intervenir et forcer la mise en place de leur politique, diluant ainsi l'impact de la finance. Comprise, encadrée et utilisée avec discernement, la finance peut même s'avérer un instrument précieux pour les États. Il devient alors primordial pour les pouvoirs publics de la sauvegarder en la contrôlant mieux.

D'autres éléments modèrent également l'utilisation des rouages économiques que peut faire la finance à son propre profit.

La recherche du profit n'est pas incompatible avec le développement du plus grand nombre, voire même le sert. Ainsi, les investisseurs qui dégagent des profits élevés interviennent pour une part importante dans le sauvetage d'entreprises en difficultés et dans la création

d'entreprises innovantes (gestion alternative), et ce, en mettant en risque leurs propres fonds.

De même, la finance s'impose toujours plus de respect des critères sociaux et environnementaux ; elle innove pour développer des activités à l'attention des plus démunis (microcrédit : Grameen bank au Bangladesh) et adopter des pratiques responsables (développement durable : Principes Equateur créés en 2003).

Les grands noms de la finance, qu'il s'agisse de capitaines d'industrie, de gérants d'actifs, ou d'actionnaires principaux, au-delà de leurs intérêts pécuniaires, emploient les excédents dégagés à des fins non lucratives (financement de la recherche, des universités, de la création artistique, de la diffusion culturelle...). Ils font le choix de financer, à fonds perdus, via des fondations privées, des opérations de mécénat, des projets trop peu rentables (voire pas du tout) et trop coûteux pour trouver une autre source de capitaux.

« Money makes the world go round, the world go round... » : si l'argent et la finance sont indispensables à l'économie, ils n'en sont pas toujours les seuls moteurs ni maîtres. Education, projet collectif, cohésion sociale, etc... concourent à promouvoir d'autres aboutissements que l'accumulation de richesses.